

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 13/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ECOPLASTICS

IMPASSE DE GILOCOURT
ZI DE PONT BRENOUILLE
60870 Brenouille

Références : IC-R/0117/23-SLT/SA
Code AIOT : 0005103609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement ECOPLASTICS implanté IMPASSE DE GILOCOURT ZI DE PONT BRENOUILLE 60870 Brenouille. L'inspection a été annoncée le 24/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPLASTICS
- IMPASSE DE GILOCOURT ZI DE PONT BRENOUILLE 60870 Brenouille
- Code AIOT : 0005103609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECOPLASTICS est autorisée sur son site de Brenouille à exploiter des installations de valorisation de matières plastiques.

Ses activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 12/04/1999, complété par les arrêtés complémentaires du 21/02/2012 et du 06/06/2017.

La capacité maximale de traitement est de 66 tonnes de déchets plastiques par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement des arrêtés de mise en demeure du 26/09/2014 et du 20/01/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 06/06/2017, article 2	/	Sans objet
2	Protection contre les effets de la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
4	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.7.1	/	Sans objet
5	Réseau incendie	Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.7.2	/	Sans objet
6	Registre de vérification	Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.2.7	/	Sans objet
7	Stockages	Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en oeuvre les actions correctives pour respecter les dispositions fixées dans les arrêtés de mise en demeure du 26/09/2014 et du 20/01/2021. Il est donc proposé à madame la préfète d'abroger ces arrêtés.

Toutefois, il a été relevé une non-conformité sur l'entretien des installations électriques. Il est donc proposé à madame la préfète de mettre en demeure la société de corriger cette non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../... La paroi séparative entre les cellules de matières premières et produits finis est enduite d'un flocage coupe-feu de degré 2 heures et dispose de 2 portes coupe-feu de degré 2 heures. .../...
Constats : Inspection du 21/10/2020 : L'exploitant avait été mis en demeure par arrêté du 26/09/2014, de respecter les dispositions constructives fixées dans l'arrêté préfectoral en justifiant du caractère coupe-feu du mur de séparation entre les 2 cellules. Il avait été constaté la présence d'un flocage des 2 côtés du mur séparant les 2 cellules. Il était demandé à exploitant de transmettre un document justifiant des caractéristiques coupe-feu du produit employé. Inspection du 22/02/2023 : Suite à la précédente inspection, l'exploitant avait transmis la fiche technique du produit employé pour réaliser le flocage. La fiche détaille les caractéristiques du produit, les supports sur lesquels il peut être appliqué, les conditions de mise en œuvre et les caractéristiques de tenue au feu qui peuvent être atteintes. La mise en demeure du 29/06/2014 est donc respectée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection contre les effets de la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
Constats : Inspection du 21/10/2020 : L'exploitant avait présenté une analyse du risque foudre (ARF) du 31/10/2018. Toutefois, l'étude technique faisant suite à cette ARF n'avait pas été réalisée. Par ailleurs, les vérifications périodiques faisaient apparaître des non-conformités qui n'étaient pas traitées dans les meilleurs délais. L'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 20/01/2021 de respecter les articles 19 et 21 de l'arrêté du 04/10/2010 en réalisant une étude technique foudre et en levant l'ensemble des non-conformités relevées dans les rapports de vérification. Inspection du 22/02/2023 : Suite à la dernière inspection, l'exploitant a transmis l'étude technique foudre réalisée par la société APAVE le 23/11/2020. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la dernière vérification réalisée le 10/10/2022 par la société APAVE. Il s'agit d'une vérification visuelle qui ne met pas en évidence de non-conformité. L'arrêté de mise en demeure du 20/01/2021 est donc respecté sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives. Ces zones figurent sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les installations sont protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation et sont conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes extérieures de toutes natures.
Constats : Inspection du 21/10/2020 : Le rapport Q18 de 2019 concluait à la présence des risques d'incendie et d'explosion. Les travaux de mise en conformité avaient été réalisés mais la vérification comptant pour 2020 n'avait pas encore été faite. Dans l'attente du Q18 comptant pour 2020, il n'était pas proposé de suites administratives. Inspection du 22/02/2023 : Le rapport Q18 du 29/04/2022 a été présenté par l'exploitant. Il conclut à un risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant indique que la société ACTEMIUM (prestataire ayant en charge l'entretien des installations électriques) contredit les remarques formulées dans le Q18. La société APAVE est présente sur le site le jour de l'inspection pour réaliser le contrôle comptant pour 2023. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport Q18 faisant suite à la vérification du 22/02/2023. Ce rapport conclut sur un risque d'incendie ou d'explosion. Non-conformité : la vérification des installations électriques présente des non-conformités. L'exploitant a indiqué que des actions correctives avaient été engagées suite à la réception du rapport de vérification. La transmission d'un nouveau rapport Q18 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion est nécessaire à la lever de la non-conformité. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.71
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre.

Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont définis en accord avec les services d'incendie et de secours et comprennent au minimum :

- des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles ;
- une installation de détection et d'extinction automatique. Les agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant. Ce système d'extinction est soumis à un programme de tests de fonctionnement et de maintenance ;
- 1 poteau d'incendie normalisé de 100 mm capable de fournir un débit unitaire de 76 m³/h pendant deux heures et situé à moins de 200 m de l'établissement ; l'exploitant s'assure que ce dispositif est alimenté par un réseau d'une capacité suffisante et maillé et qu'il peut être utilisé sans danger par le personnel d'incendie et de secours.

Constats :

Inspection du 21/10/2020 :

Il avait été constaté que le site ne comprenait pas d'installation de détection et d'extinction automatique.

L'exploitant a donc été mis en demeure par arrêté du 20/01/2021 de mettre en place une installation de détection incendie correctement dimensionnée et une installation d'extinction automatique dont les agents extincteurs sont adaptés aux installations.

Un poteau incendie était présent sur le site, 2 poteaux étaient situés à proximité sur la voie publique. Toutefois, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier du débit disponible.

Inspection du 22/02/2023 :

Suite à la dernière inspection, l'exploitant a transmis en décembre 2021 un porter à connaissance portant sur une réorganisation du site.

Cette réorganisation porte notamment sur une modification des stockages : dans l'arrêté préfectoral du 12/04/1999, les stockages étaient réalisés en vrac dans le bâtiment de production. Suite à la réorganisation, le stockage des matières entrantes est réalisé à l'extérieur. Le stockage intérieur est constitué par les big-bags de produits finis.

L'exploitant indique que le système de sprinklage n'a pas été mis en place car il n'est plus nécessaire en l'absence de stockage en vrac dans le bâtiment.

Il a été constaté qu'un réseau de RIA a été mis en place dans le bâtiment. Par ailleurs, lors de la visite du site il a été constaté que le système de détection était en cours de mise en place. L'exploitant a indiqué que la détection (capteurs infrarouge et détecteurs de fumées) est prévue au niveau de la zone extrusion et du stockage en big-bags de produits finis. Le chantier doit être réceptionné mi-mars 2023.

Le porter à connaissance est en cours d'instruction (une demande de compléments a été formulée par l'inspection).

L'exploitant indique que le poteau situé sur le site présente un débit de 30 m³/h.

Concernant les poteaux situés sur la voie publique, ils sont alimentés par 2 réseaux distincts et présentent chacun un débit de 60 m³/h à 1 bar.

Le débit de 76 m³/h n'est donc pas atteint.

Toutefois, dans le cadre du porter à connaissance l'exploitant a fourni un nouveau calcul du besoin en eau selon le guide D9. La quantité nécessaire est de 120 m³/h, soit 360 m³ pour 3h. Ce besoin serait atteint en prenant en compte le réserve d'eau de 200m³, le poteau interne au site (30 m³/h) et le poteau extérieur le plus proche du site (60 m³/h).

Les prescriptions sur lesquels l'arrêté de mise en demeure reposait ne sont donc plus applicables.

Par ailleurs, lors de la visite il a été constaté la présence de cuves d'émulseur en 2 points du site (2 cuves de 1000 L).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none">• de 2 réserves d'eau d'incendie pour alimenter le système d'extinction automatique (une réserve de 15 m3 située dans un local, à proximité du stockage de produits finis, et une réserve de 300 m3 implantée à l'Ouest du bâtiment) ;• d'une réserve d'eau de 200 m3, côté Ouest des bâtiments ; une aire d'aspiration est aménagée et comporte au minimum 4 prises d'aspiration de 100 mm. <p>Le réseau d'eau d'incendie ainsi que les réserves du site sont capables de fournir les débits nécessaires pour alimenter le système d'extinction ainsi que les poteaux d'incendie précités.</p>
Constats : Inspection du 21/10/2020 : Il avait été constaté la présence de la réserve incendie. Toutefois, la réserve d'eau n'était pas équipée d'une aire d'aspiration comportant 4 prises d'aspiration. Inspection du 22/02/2023 : Lors de la visite du site, il a été constaté que la réserve d'eau est équipée de cannes d'aspiration, un grillage et un portail ont également été mis en place. L'exploitant a indiqué que le SDIS avait réceptionné la réserve toutefois il n'avait pas obtenu de compte-rendu écrit suite à la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre de vérification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.2.7
Thème(s) : Situation administrative, Registres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité font l'objet d'une inscription sur un registre mentionnant : <ul style="list-style-type: none">• la date et la nature des vérifications ;• la personne ou l'organisme chargé de la vérification ;• le motif de la vérification ;• les non-conformités constatées et les suites données à celles-ci.
Constats : Inspection du 21/10/2020 : L'exploitant avait indiqué que l'ensemble des non-conformités relevées dans les contrôles réglementaires étaient intégrées dans un tableau de suivi interne. Le fichier était alimenté par le responsable maintenance du site qui était en arrêt maladie le jour de l'inspection. L'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter ce fichier lors de l'inspection. Inspection du 22/02/2023 : L'exploitant a présenté le registre mis en place en 2021. Le registre reprend l'ensemble des contrôles réglementaires. L'exploitant indique qu'il comporte également un système d'alerte quand une échéance pour réaliser une nouvelle vérification approche. Un autre fichier "cahier de maintenance" est également mis en place. Ce fichier reprend l'ensemble des non-conformités relevées dans les contrôles et les éventuels dysfonctionnements relevés lors de l'activité du site. Le fichier constitue un suivi pour la levée des non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/1999, article III.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution du sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention st au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.</p> <p>La capacité de rétention et son dispositif d'obturation, maintenu fermé, sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des liquides potentiellement contenus.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. En particulier, les eaux pluviales en sont évacuées conformément aux dispositions du présent arrêté. .../...</p>
<p>Constats : Inspection du 21/10/2020 : Lors de la visite de terrain, il avait été constaté la présence d'une cuve de GNR destinée à l'approvisionnement des chariots du côté nord du bâtiment. Cette cuve ne disposait pas de dispositif de rétention.</p> <p>Inspection du 22/02/2023 : Lors de l'inspection, l'exploitant indique que la cuve présente sur le site est équipée d'une double paroi (cuve intérieure en PE, doublée d'une cuve métallique). Lors de la visite, il a été constaté qu'une cage grillagée est présente autour de la cuve.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet